

Pouvoir d'emprunt

• (1110)

**ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT**

[Traduction]

**LA LOI N° 2 DE 1986-1987 SUR LE POUVOIR
D'EMPRUNT****MESURE D'ÉTABLISSEMENT**

La Chambre reprend l'étude, interrompue le lundi 9 mars, de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que le projet de loi C-40, portant pouvoir d'emprunt, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je souhaite ouvrir le débat d'aujourd'hui sur le projet de loi C-40 dans lequel le gouvernement réclame un pouvoir d'emprunt accru. Les députés conservateurs et libéraux parlent beaucoup du déficit à la Chambre. Lorsque vient le temps de discuter de pouvoirs d'emprunt, on finit généralement par en arriver à un débat sur le déficit. De tous temps, les partis d'opposition ont critiqué le gouvernement pour n'avoir pas mieux administré le pays et avoir ainsi accumulé le déficit auquel nous devons faire face à l'heure actuelle. Pour sa part, le gouvernement tente, bien entendu, de se justifier en prétendant que c'est au gouvernement précédent qu'il faut imputer la faute et qu'il fait tout en son pouvoir pour juguler le déficit. C'est ainsi que nous en arrivons à ce genre de débat sur le déficit.

Les interventions des porte-parole libéraux lors de ces débats me surprennent toujours. Il n'y a pas si longtemps, les libéraux étaient au gouvernement et ce sont eux qui sont à la source du déficit qui nous afflige à l'heure actuelle. Les observations des députés conservateurs sont tout aussi surprenantes. Les arguments qu'ils invoquent pour se justifier sont bien différents de ceux qu'ils utilisaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition. En fait, on a assisté à une sorte d'inversion des rôles.

À l'heure actuelle, les conservateurs se servent des arguments invoqués par les libéraux il y a quelques années et, inversement, les libéraux reprennent à leur compte ce que les conservateurs disaient à l'époque. Fondamentalement, rien n'a changé.

Il est vrai que le déficit actuel est attribuable en grande partie à la politique de l'ancien gouvernement libéral, mais pas nécessairement à ses dépenses. Lorsque les conservateurs étaient dans l'opposition—et c'est encore leur opinion en tant que gouvernement—ils ont prétendu que le déficit s'expliquait du fait que les gouvernements précédents avaient vécu au-dessus de leurs moyens et qu'ils avaient consacré trop aux programmes sociaux.

Cependant, quand on examine les chiffres pour les pays industrialisés ou les pays membres de l'OCDE, on s'aperçoit alors que la proportion de notre produit national brut consacrée aux programmes sociaux est inférieure à ce qu'elle est dans pratiquement tous les autres pays industrialisés. Au Canada, nous consacrons moins d'argent aux pensions de sécurité de la vieillesse, à l'éducation, aux allocations familiales, et à des programmes sociaux comme l'assurance-chômage et les

logements subventionnés que la Hollande, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Suède et le Danemark. En tant que pays, nous consacrons en fait moins d'argent aux programmes sociaux que presque tous les autres pays industrialisés. C'est en partie compréhensible.

Compte tenu des ressources du pays et de la jeunesse relative de notre population, le Canada devrait connaître le plein emploi et les occasions pour les Canadiens de trouver un travail utile, et de gagner un revenu suffisant pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, devraient abonder.

Quand les conservateurs nous disent à nous et aux Canadiens que si le déficit actuel est élevé, c'est parce que nous avons vécu au-dessus de nos moyens et que nos programmes sociaux ont été trop généreux, je trouve qu'ils disent des bêtises. Leur explication ne correspond pas à la réalité.

Examinons de près la cause du déficit. Le déficit est dû en réalité au fait que les gouvernements libéral et conservateur n'ont pas perçu les impôts qu'ils auraient dû, notamment des sociétés. Si quelqu'un a la partie belle au Canada à l'heure actuelle, ce sont bien les sociétés. Quand nous examinons les statistiques, nous constatons que 79 196 entreprises rentables n'ont pas payé d'impôt en 1983. C'est presque 80 000 entreprises profitables qui n'ont pas payé un cent d'impôt. Pourtant elles avaient accumulé en gros 13,3 milliards de dollars de bénéfices. Autrement dit, le gouvernement n'a pas perçu d'impôt sur 13,3 milliards de dollars de bénéfices. Ces entreprises n'ont pas contribué un cent à la marche du pays. C'est ce qui s'appelle avoir la partie belle.

Si nous ventilons ce chiffre, nous constatons qu'en 1983 quelque 28 000 entreprises financières rentables n'ont pas payé d'impôt. Pourtant, elles avaient réalisé quelque 7,2 milliards de dollars de bénéfices. Le gouvernement n'a pas touché un cent d'impôt de 28 000 institutions financières qui avaient réalisé des bénéfices de plus de 7 milliards de dollars. En 1983, 64 entreprises qui avaient réalisé des bénéfices de plus de 25 millions de dollars n'ont pas payé un cent d'impôt. Je le répète, 64 entreprises aux bénéfices de plus de 25 millions de dollars n'ont pas payé un cent d'impôt. C'est un autre exemple de parasitisme, et la liste s'allonge.

Quand nous parlons du déficit et de sa cause, n'allons pas nous laisser leurrer par cette propagande selon laquelle les pensionnés de la sécurité de la vieillesse sont des parasites de la société, que nous versons trop d'argent aux pères et aux mères pour élever leurs enfants, que notre régime d'assurance-chômage est trop généreux, que notre régime d'assistance sociale est trop riche, ou que nous consacrons trop d'argent à l'éducation, aux hôpitaux et aux autres services de santé. Non, ce n'est pas là la raison du déficit. Le déficit s'explique par le parasitisme des grosses sociétés.

Je pense que le ministre des Finances (M. Wilson) a fini par reconnaître le problème qui se pose aux Canadiens. Le mois dernier nous l'avons entendu dire que les sociétés resquillaient depuis un peu trop longtemps. Il commence maintenant à dire qu'il faudrait qu'elles paient leur juste part. Il en aura fallu du